

La France doit-elle vraiment se comparer à l'Allemagne ?

Article rédigé par *Conflits*, le 24 janvier 2023

Source [Conflits] : Si elle n'était frontalière, se comparerait-on autant à l'Allemagne ? Et, pour susciter la meilleure réaction, vaut-il mieux se rassurer ? Alors bien sûr l'Allemagne vieillit, son taux de pauvreté est devenu supérieur à celui de la France (mais après avoir été inférieur pendant dix ans) et Volkswagen, après avoir (on l'a oublié) dérobé sa coccinelle emblématique aux ingénieurs tchèques il y a un demi-siècle, a menti. Il serait toutefois présomptueux et fatal de se satisfaire des difficultés programmées de l'Allemagne.

En France, nous avons HEC, X, et l'ENA : des lettres que beaucoup d'étudiants rêvent d'inscrire en tête de leur CV. Mais ces fiertés bien françaises sont-elles suffisantes ? La balance commerciale française est déficitaire de 15 à 50 milliards depuis le début de ce siècle tandis que l'excédent de l'Allemagne semble structurel et avoisine 150 milliards. Les Français déposent environ 8 000 brevets par an quand les Allemands en déposent entre 20 000 et 25 000. La France a dû aborder la crise de 2008 avec un déficit budgétaire de plus de 3 % du PIB au moment où les finances publiques allemandes étaient à l'équilibre, ce qu'elles sont à nouveau cependant que le déficit français se situe toujours aux alentours de 4 %.

Querelle d'egos

Tout est allé assez vite depuis 1998, date à laquelle l'Allemagne, désignée « [enfant malade de l'Europe](#) » par Hans-Werner Sinn, s'était inquiétée d'une (légère) baisse de la part de ses exportations dans le total mondial à un peu moins de 9 % (celle de la France sont tombées à 3,1 %), d'un déficit de croissance vis-à-vis de la France et des nouvelles locomotives de l'Europe qu'étaient l'Irlande ou l'Espagne, ainsi que d'un taux de fécondité aux alentours de 1,4 enfant par femme. Dix ans plus tard, l'Allemagne revancharde ironise sur cette *Krankreich* (contraction de « malade » et « France »).

Entre-temps, les mesures engagées par l'ancien gestionnaire du personnel de Volkswagen, Peter Hartz, ont réformé la protection sociale et le marché du travail. Dans la douleur avec un taux de chômage dépassant la barre des 10 % en 2005, mais de manière on ne peut plus opportune : pratiquer l'austérité, en abaissant le coût social d'un chômeur de près d'un tiers à la veille de la crise en 2007, au moment où les partenaires commerciaux connaissent la croissance, n'a rien à voir avec le faire à plusieurs en pleine récession.

Retrouver l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)